

pourra le constater, permet l'enquête la plus complète possible . . .

M. le Président: A l'ordre, je vous prie.

LA DATE DE LA PRÉSENTATION DU RAPPORT DE LA
COMMISSION

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, comme le ministre l'a dit, l'énoncé du mandat a été publié. Je l'ai vu. Il est très général. Il ne donne pas instruction au juge Estey de se pencher sur certaines questions bien précises, et si le gouvernement voulait aller au fond des choses il aurait dû rédiger des instructions tout à fait claires.

Puisqu'il était disposé à demander à un comité de la Chambre de se pencher sur ce fiasco et de faire rapport d'ici au 30 novembre, le gouvernement va-t-il nous donner l'assurance que le rapport demandé à cette commission sera présenté à la Chambre des communes et surtout aux Canadiens d'ici au 30 novembre?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Je renvoie encore une fois le député à l'énoncé du mandat. Il est demandé au juge Estey de faire rapport le plus tôt possible, de façon à ne pas imposer des bornes à une enquête dont on attend qu'elle sera la plus large et la plus complète possible. Il n'y a pas de limite imposée de ce côté-là. S'il y avait une limite de fixée, la première critique qu'on nous adresserait serait que l'enquête du juge Estey est soumise au couperet.

Connaissant l'envergure du commissaire qui a été désigné, je suis persuadé que nous aurons un rapport absolument complet en temps opportun. Tel est l'espoir du gouvernement. Et le député n'aura pas manqué de remarquer que dès que ce rapport reviendra, il sera publié immédiatement, sous réserve des conditions que le juge en chef Estey pourrait juger nécessaires.

* * *

[Français]

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE M. RENÉ SOUCHON, SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE DE FRANCE

M. le Président: A l'ordre! Je veux attirer l'attention de la Chambre des communes sur la présence à la tribune de notre distingué invité, M. René Souchon, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Agriculture de France.

[Traduction]

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE DES RELATIONS
EXTÉRIEURES DE L'ARGENTINE

M. le Président: Je signalerai également aux députés la présence à la tribune de Son Excellence M. Dante Caputo, ministre des Relations extérieures et des cultes d'Argentine.

Des voix: Bravo!

Questions orales

[Français]

LES BANQUES

LE COÛT QUE REPRÉSENTE LA FAILLITE DE LA BCC ET DE LA
NORBANQUE POUR CHAQUE CONTRIBUABLE

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, je désire poser une question au ministre des Finances.

Les évaluations du coût aux contribuables des pertes découlant de la chute de la Banque Commerciale du Canada ont varié de 600 millions à 1 milliard de dollars, et ce grâce aux erreurs du gouvernement.

Le ministre peut-il évaluer quel sera le coût total de la décision de mettre aussi en liquidation la Norbanque? Combien cela coûtera-t-il à chaque contribuable: \$60, \$70 ou \$80 par contribuable? Combien va-t-on payer pour cette faillite?

● (1430)

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Comme on l'a dit, monsieur le Président, ma collègue la ministre d'État aux Finances va faire une déclaration cet après-midi, et je pense que certaines des questions que le député vient de poser vont faire l'objet de cette déclaration.

[Français]

ON DEMANDE SI LES POUVOIRS DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES
BANQUES ONT ÉTÉ AUGMENTÉS

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, ma question supplémentaire est la suivante. Le ministre refuse de faire part d'une prévision . . . même si on a des prévisions maintenant dans le public.

Le ministre peut-il dire ce que le gouvernement a fait depuis le mois de mars en vue d'augmenter et de renforcer les pouvoirs de l'inspecteur général des banques dans le domaine de l'administration et pour veiller sur les banques de notre pays? Nous avons une soixantaine de banques au Canada. Est-ce qu'on a renforcé les pouvoirs de l'inspecteur général des banques, vu l'«incapacité» qui existait dans l'exercice de cette fonction depuis longtemps sous les libéraux et maintenant sous les conservateurs?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député a raison de dire qu'au fil des ans on ne s'est pas suffisamment occupé de contrôle. Ma collègue la ministre d'État, dès l'instant où elle est entrée en fonction, a pris des mesures pour renforcer le mécanisme de contrôle au Canada. Cela reste un objectif de notre gouvernement. Le 2 septembre, avec la nomination de curateurs pour les deux banques, elle a annoncé des mesures précises tendant à augmenter les pouvoirs d'inspection de la Société d'assurance-dépôts du Canada. J'ajouterai, pour la gouverne du député, que des mesures sont en cours depuis un certain moment pour accroître le personnel du bureau de l'inspecteur général, et cela remonte au milieu de l'été.